

**POLITIQUE** Après la session de septembre des Chambres fédérales, retour sur les principaux faits politiques avec les élus valaisans. Avec quelques jours de recul.

# De la lex Weber à la surveillance des caisses

Un premier débat parlementaire aux Etats sur la lex Weber, une campagne sur la caisse publique qui a influencé certains votes liés à la santé, un deuxième tube au Gothard voulu par le Parlement ou encore le refus de la loi sur les cartels ou de l'initiative PDC sur la famille: les neuf parlementaires du canton évoquent les principaux enjeux de la rentrée politique automnale 2014.

## 1 LEX WEBER Confiant avant le National

L'adoption de la lex Weber par le Conseil des Etats était évidemment le dossier le plus concernant pour le Valais lors de cette session. A droite, tous estiment que cette loi va dans le bon sens. «Elle respecte la volonté du peuple et non celle du clan Weber», estime le PDC Yannick Buttet. Mais Jean-René Fournier reste toutefois sur «un sentiment d'injustice avec des dispositions contraires aux promesses faites par les initiants». René Imoberdorf est confiant pour le débat au National car «on voit que les partis bourgeois soutiennent les cantons fortement concernés par cette loi».

Tous espèrent même que le Conseil national ira plus loin: possibilité de transformer des hôtels non rentables en résidences secondaires pour Viola Amherd, augmentation du pourcentage de surfaces habitables dans la transformation d'une résidence secondaire pour Oskar Freysinger ou encore logements exploités en lits chauds mieux reconnus pour Jean-René Germanier. A gauche, Mathias Reynard, opposé à la lex Weber, coupe la poire en deux. «Il faut laisser une marge de manœuvre aux cantons de montagne en rappelant aux initiants leurs promesses, tout en évitant de vider la loi de sa substance comme le voudraient certains. Avec comme objectif de



1



2



3



4



5

Les grands enjeux de la rentrée politique 2014 en quelques mots avec les principaux intéressés. NF/DR

**«La loi doit entrer en force malgré le référendum.»**

JEAN-RENÉ GERMANIER CONSEILLER NATIONAL PLR

ne pas arriver au référendum» Un référendum qui ne devrait pas empêcher la loi d'entrer en force selon Jean-René Germanier. Au Conseil national, ce sera Stéphane Rossini qui présidera les débats puisqu'il accédera au perchoir en novembre. «J'ai fait durant cette

**«Les partis bourgeois soutiennent les cantons fortement touchés.»**

RENÉ IMOBERDORF CONSEILLER AUX ETATS

session mes dernières interventions à la tribune. Une page se tourne.» Toujours sur le même thème, Oskar Freysinger a déposé durant cette session une motion demandant le dédommagement des particuliers durement lésés par la lex Weber. «Il n'y a pas de raison à ce que les citoyens des régions périphériques fassent les frais de décisions imposées au niveau confédéral.»

## 2 DEUXIÈME TUBE AU GOTHARD Il y aura référendum

Pour Christophe Darbellay, Yannick Buttet et Jean-René Germanier, la décision du percement du deuxième tube au Gothard est la plus importante de cette session pour la Suisse. «C'est le premier grand projet routier du siècle. Après Moritz Leuenberger et ses petits trains, on ose enfin reparler de la route... avec Doris Leuthard, brillante sur le sujet», affirme son président de parti, tandis que René

**«Le peuple suisse aura le dernier mot.»**

MATHIAS REYNARD CONSEILLER NATIONAL PS

Imoberdorf estime qu'il ne s'agit pas que d'un problème d'axe nord-sud, mais d'une solution qui «permettra de

désengorger le Simplon». Tout le contraire d'un Mathias Reynard qui a combattu cette proposition. «Depuis vingt ans, le peuple suisse s'est systématiquement exprimé en faveur de la protection des Alpes et d'une limitation du nombre de poids lourds européens sur nos routes.»

Le Saviésan, membre de l'initiative des Alpes, est très clair: le référendum sera lancé «pour que le peuple puisse avoir le dernier mot.»

## 4 FAMILLES Plus d'argent pour les crèches

La famille a aussi été au centre de la session. Le socialiste Mathias Reynard estime même que la décision la plus importante des trois semaines concerne les 120 millions d'aide pour les nouvelles crèches «malgré l'opposition de l'UDC et du PLR. Sans ce soutien jusqu'en 2019, les prix auraient augmenté et de nouvelles créations auraient été compromises.» Du côté PDC, on regrette évidemment le refus tant par le Conseil national que le Conseil des Etats de l'initiative concernant la défiscalisation des allocations

**«C'est intolérable qu'un milliard sur cinq retourne dans la poche des cantons.»**

CHRISTOPHE DARBELLAY CONSEILLER NATIONAL PDC

familiales. Jean-René Fournier, Christophe Darbellay et Viola Amherd avouent même qu'il s'agit de leur plus grande déception. «L'Etat fédéral veut continuer à prendre d'une main ce qu'il donne de l'autre. Heureusement, en Valais, ce n'est plus le cas», dira le conseiller aux Etats, tandis que le président du PDC suisse rappelle

que «le peuple aura le dernier mot. C'est intolérable qu'un milliard sur les cinq versés chaque année va directement dans la poche des ministres des Finances.»

Enfin, toujours sur le plan de la famille, signalons une démarche du conseiller national Mathias Reynard visant à faire augmenter au Conseil fédéral les droits des enfants d'être entendus dans les procédures qui les concernent.

«Aujourd'hui, seuls 10% des enfants sont entendus lors de divorces. Ce n'est pas normal.»

## 3 SYSTÈME DE SANTÉ Grâce à la caisse publique?

La dernière session s'est déroulée en pleine campagne liée à la caisse publique qui a donc échoué devant le peuple. Mais Stéphane Rossini estime que cette démarche a eu passablement d'influence sur le travail du Parlement. «Il a accepté la loi sur la surveillance de l'assurance maladie. Il s'agit d'un progrès déterminant qui amènera plus de contrôle et de transparence et, on l'espère, moins d'arbitraire et d'injustice.» Pour lui, le lien avec la campagne est clair. «Sans l'initiative, cette loi n'aurait jamais vu le jour. De même, le Parlement n'aurait pas corrigé une partie des deux milliards de francs de primes payées en trop par les assurés de certains cantons.» Viola Amherd, elle, préfère évoquer cette loi sur la surveillance «comme l'un des votes rendus possibles par un centre droit uni, cette fois-ci aux côtés de la gauche». Toujours dans le domaine sanitaire, la conseillère nationale haut-valaisanne a réussi à faire passer sa motion demandant d'inscrire sur la carte d'assurance la mention donneur ou non-donneur d'organes.

## 5 LOI SUR LES CARTELS UDC et la gauche réunis

Refusée par le Conseil national, la loi sur les cartels polarise. Pour Oskar Freysinger, il s'agit de la décision la plus importante de la session pour la Suisse, car «il s'agit d'un texte biscornu et contradictoire qui aurait représenté une entrave sérieuse au commerce.»

**«Ce texte est biscornu et contradictoire.»**



OSKAR FREYSINGER CONSEILLER NATIONAL UDC

Jean-René Germanier considère cette décision comme la plus décevante des trois semaines. «Le rejet contribue à tenir des prix trop hauts à la consommation, alors qu'il faut en Suisse une vraie concurrence qui soit loyale et au bénéfice de tous.» Enfin, pour Viola Amherd, cette décision montre une nouvelle fois une union étonnante entre l'UDC et la gauche pour repousser une loi préparée depuis trois ans.